

l'ordonnance sur les substances dangereuses pour l'environnement, qui n'interdit pas formellement l'exportation d'une importante série de composés organo-chlorés, mais, en revanche, leur fabrication et leur importation. Or, il n'est pas possible d'exporter sans fabrication et importation.

D'une manière générale, l'exportation ne devrait pas être liée à la question de savoir si, en Suisse, elle est autorisée ou pas. L'utilisation de certaines substances peut très bien être nécessaire à l'étranger, contrairement à la Suisse où celles-ci ne répondent pas à un besoin et, pour cette raison, doivent y être interdites. Cela est par exemple le cas pour les substances utilisées dans les cultures tropicales.

4. La Suisse soutient les efforts internationaux qui visent, depuis de nombreuses années, à contrôler les substances polluantes pour l'environnement. Nous ne mentionnerons ici que le programme des substances chimiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Convention de Vienne du 22 mars 1985 sur la protection de la couche d'ozone, laquelle a été établie dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Des délégués suisses travaillent depuis longtemps déjà très activement dans ces deux organisations. En dépit des efforts considérables qui sont consentis, il n'est possible d'accélérer ces travaux que partiellement.

**Le président:** L'interpellateur est satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

86.155

### **Interpellation Lanz Umweltabgaben Taxes sur les nuisances**

#### *Wortlaut der Interpellation vom 15. Dezember 1986*

Der Nationalrat hat in der diesjährigen Sommersession ein Postulat der Kommission Gesundheit und Umwelt überwiesen, welches vom Bundesrat verlangt, zu prüfen, ob die Umweltschutzgesetzgebung mit dem Instrument der Umweltabgaben zu ergänzen sei. Die Katastrophe in Schweizerhalle hat ein Schlaglicht auf das Problem der ständig steigenden Chemisierung der Umwelt geworfen. Wir brauchen jetzt dringend Instrumente zur Steuerung der Chemikalienflut. Umweltabgaben sind ein solches Instrument.

Ich bitte den Bundesrat um Auskunft darüber, wann er gedenkt, Umweltabgaben im ordentlichen Recht aufzunehmen.

#### *Texte de l'interpellation du 15 décembre 1986*

Le Conseil national a transmis au gouvernement, au cours de la session d'été, un postulat de sa Commission de la santé publique et de l'environnement par lequel il demande au Conseil fédéral d'examiner s'il convient de compléter la législation sur la protection de l'environnement par l'imposition de taxes sur les nuisances. La catastrophe de Schweizerhalle jette une lumière particulièrement vive sur la menace croissante que les produits chimiques font peser sur la nature et sur les hommes. Il est urgent de disposer des moyens qui nous permettraient d'endiguer le flot grossissant de ces produits. Des taxes sur les nuisances constitueraient un instrument efficace en l'occurrence.

Je prie le Conseil fédéral de dire quand il a l'intention d'instituer de telles taxes.

**Mitunterzeichner – Cosignataires:** Bäumlin, Borel, Clivaz, Deneys, Euler, Fankhauser, Fehr, Friedli, Gloor, Hubacher, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Mauch, Neu-

komm, Pitteloud, Rechsteiner, Reimann, Rubi, Ruffy, Stamm  
Walter, Stappung, Wagner, Zehnder (23)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*  
Der Interpellant verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

#### *Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 27. Mai 1987*

#### *Rapport écrit du Conseil fédéral du 27 mai 1987*

Umweltabgaben sind grundsätzlich ein marktkonformes Instrument der Umweltpolitik. Die damit verbundenen Vorteile haben den Bundesrat veranlasst, den Einsatz dieses Instruments auch nach der Verabschiedung des Umweltschutzgesetzes, wo die Umweltabgaben keine Aufnahme gefunden haben, weiter prüfen zu lassen.

Erste Vorabklärungen haben gezeigt, dass sich auch nach Inkraftsetzung der meisten Verordnungen zum Umweltschutzgesetz noch durchaus sinnvolle Einsatzmöglichkeiten für Umweltabgaben ergeben; hierfür bedarf es entsprechender gesetzlicher Grundlagen. Vor allem wird es darum gehen, die Einführung von Umweltabgaben dort näher zu prüfen, wo sie bereits erlassene polizeirechtliche Massnahmen sinnvoll ergänzen, falls mit diesen allein die umweltpolitischen Ziele nicht erreicht werden können. Solche Einsatzmöglichkeiten sind auch im Chemikalienbereich vorhanden. So hat der Bundesrat bereits im 6. Landwirtschaftsbericht darauf hingewiesen, dass Abgaben auf Düngemittel und Pflanzenschutzmitteln dazu beitragen könnten, eine umweltgerechte Produktionsweise sicherzustellen (S. 268/269). Es ist sehr zeitaufwendig, konkrete und tragbare Vorschläge für den Einsatz von Umweltabgaben auszuarbeiten. Einfache Lösungen bieten sich nur in den wenigsten Fällen an. Wirksamkeit, Nebeneffekte und Vollzugaufwand sind Aspekte, die sorgfältig abgeklärt werden müssen. Erst nach Vorliegen dieser Untersuchungen, die vom Departement des Innern vorgenommen werden, kann der Bundesrat entscheiden, ob und wann er die nötigen Schritte unternehmen wird, um die gesetzlichen Grundlagen für Umweltabgaben zu beantragen. Die notwendigen Entscheidungsgrundlagen werden voraussichtlich, zumindest für einzelne Teilbereiche, im Jahre 1988 vorliegen.

**Le président:** L'interpellateur est satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

87.369

### **Interpellation Etique Gewässerschutzgesetz. Aenderung Protection des eaux. Modification de la loi**

#### *Wortlaut der Interpellation vom 19. März 1987*

Das Gewässerschutzgesetz wird gegenwärtig revidiert. Falls das Parlament dem Entwurf des Bundesrates zustimmt, werden die Bundessubventionen für den Bau von Hauptsammlern voraussichtlich ab 1989 gestrichen werden.

Diese Sachlage gibt den Kantonen mit geringer oder mittlerer Finanzkraft, die bei der Ausführung ihrer Programme einen Rückstand von fünf bis sieben Jahren aufweisen, zusätzliche Probleme auf.

Es wäre deshalb angebracht, die für 1988 und 1989 budgetierten Subventionen für den Gewässerschutz entsprechend zu erhöhen, beispielsweise um jährlich fünfzig Millionen.

#### *Texte de l'interpellation du 19 mars 1987*

La loi sur la protection des eaux est actuellement en cours de révision. Si le projet du Conseil fédéral est accepté par le

Parlement, les subventions fédérales à la construction de collecteurs principaux seront vraisemblablement supprimées à partir de 1989.

Cette situation créera des difficultés supplémentaires aux cantons à faible et à moyenne capacité financière qui accusent un retard de l'ordre de 5 à 7 ans dans l'exécution de leurs programmes.

Aussi serait-il indiqué que les budgets 1988 et 1989 pour les subventions à la protection des eaux soient augmentés en conséquence, d'un montant de 50 millions annuellement par exemple.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Baggi, Berger, de Chastonay, Cottet, Couchepin, Dirren, Dubois, Dupont, Gloor, Grassi, Houmard, Kohler, Martin, Oehen, Perey, Petitpierre, Rime, Salvioni, Savary-Fribourg, Schmidhalter, Soldini (21)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

L'auteur renonce à développer son intervention mais demande une réponse écrite.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates*

vom 1. Juni 1987

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 1er juin 1987*

Le message du Conseil fédéral sur la révision de la loi sur la protection des eaux prévoit effectivement de ne plus subventionner les collecteurs principaux d'eaux usées dans la zone à bâtir. Sous réserve que cette proposition soit retenue par le Parlement, cette disposition n'entrerait probablement pas en vigueur avant 1989.

Certains cantons à capacité financière faible ou moyenne n'auront pas pu réaliser tous ces ouvrages avant cette date. Etant donné que la Confédération n'a pas été à même de soutenir ces dernières années par les subventions l'ensemble des projets de canalisations et de stations d'épuration qui auraient dû être réalisés, le Conseil fédéral a tenu compte de cette situation dans le message de loi évoqué ci-dessus.

A la solution proposée par l'interpellant, le Conseil fédéral a préféré introduire une disposition transitoire dans le projet de loi. Cette disposition stipule que les ouvrages dont la réalisation a commencé avant son entrée en vigueur sont soumis au droit actuel. Donc, les collecteurs principaux resteraient sous cette condition subventionnables.

De plus, il prévoit que les collecteurs principaux dont la réalisation a commencé avant le début de la construction de la station d'épuration sont subventionnables.

Le Conseil fédéral entend réduire progressivement l'excédent de demandes de subvention en marge de la révision de la loi sur la protection des eaux. Celle-ci devrait apporter des économies annuelles de quelque 50 millions de francs en cours des premières années suivant son entrée en vigueur. Il est prévu de ne pas diminuer d'emblée les crédits d'engagement et de paiement portés au budget, et d'utiliser la réserve ainsi dégagée pour réduire le volume des demandes de subvention en suspens.

Le Conseil fédéral est de l'avis que la voie proposée dans le message sur la révision de la loi sur la protection des eaux permet d'atteindre le but souhaité de manière aussi efficace que par la voie proposée dans l'interpellation.

**Le président:** L'interpellateur n'est que partiellement satisfait de la réponse du Conseil fédéral.

86.115

**Interpellation Carobbio  
Gesundheitswesen.  
Nationales Forschungsprogramm**

**Interpellanza Carobbio  
Sistema sanitario svizzero.  
Programma nazionale di ricerca**

**Interpellation Carobbio  
Santé publique.  
Programme national de recherche**

*Wortlaut der Interpellation vom 4. Dezember 1986*

Das Problem der ständigen Kostensteigerung im schweizerischen Gesundheitswesen ist nicht neu. Man spricht schon lange davon und sucht – bis heute allerdings ohne allzu grossen Erfolg – nach Massnahmen zur Eindämmung der Kostenexplosion. In diesem Zusammenhang wurde in den letzten Wochen der Bericht des Nationalfonds über das Forschungsprogramm «Wirtschaftlichkeit und Wirksamkeit im schweizerischen Gesundheitswesen» vorgestellt, der seinerzeit vom Bundesrat verlangt worden ist. Dieser Bericht enthält wichtige Vorschläge für Strukturreformen und für Massnahmen wie Verbesserung der Information, Modernisierung und Koordination der Spitalplanung, Förderung der spitalexternen Pflege von langer Dauer, Verstärkung der Vorbeugung, Verhinderung einer zu starken Zunahme der Zahl der Aerzte.

Wir fragen den Bundesrat:

1. Welche Folge gedenkt er dem Bericht des Nationalfonds und im besonderen den darin enthaltenen Vorschlägen zu geben?
2. Welche konkreten Massnahmen können seiner Auffassung nach kurzfristig getroffen werden, um wenigstens die Information zu verbessern und die gegenwärtig bestehenden Lücken zu schliessen, die oft einen Ueberblick über das Gesundheitswesen verhindern?
3. Welche Sofortmassnahmen gedenkt er zu ergreifen, um die Spitalplanung in der Schweiz zu modernisieren und zu koordinieren?

*Testo della interpellanza del 4 dicembre 1986*

Il problema dei continui aumenti dei costi della salute in Svizzera non è certo nuovo. Da tempo se ne parla e si cercano, fino ad oggi senza troppo successo, delle misure per frenare l'esplosione dei costi. A questo proposito nelle scorse settimane è stato presentato il rapporto del Fondo Nazionale di ricerca sul programma di ricerca per una maggiore efficienza del sistema sanitario svizzero, rapporto richiesto a suo tempo dal Consiglio federale. Il rapporto in questione formula importanti suggestioni per quanto riguarda eventuali riforme di struttura e diversi consigli del tipo: migliorare l'informazione, modernizzare e coordinare la pianificazione ospedaliera, promuovere le cure extraospedaliere di lunga durata, rafforzare la prevenzione, frenare la crescita del numero dei medici.

Visto quanto sopra i sottoscritti chiedono al Consiglio federale:

1. quale seguito intende dare al rapporto del Fondo Nazionale e in particolare alle suggestioni e ai consigli avanzati,
2. in particolare quali misure concrete pensa sia possibile adottare a breve scadenza per almeno migliorare l'informazione e colmare le lacune attuali che non permettono sempre una conoscenza completa del settore,
3. in particolare quali iniziative pensa siano possibile prendere il più presto possibile per modernizzare e coordinare la pianificazione ospedaliera sul territorio della Confederazione.

## **Interpellation Etique Gewässerschutzgesetz. Aenderung**

## **Interpellation Etique Protection des eaux. Modification de la loi**

|                     |  |
|---------------------|--|
| In                  | Amtliches Bulletin der Bundesversammlung     |
| Dans                | Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale    |
| In                  | Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale |
| Jahr                | 1987   |
| Année               |  |
| Anno                |  |
| Band                | II   |
| Volume              |  |
| Volume              |  |
| Session             | Sommersession                                |
| Session             | Session d'été                                |
| Sessione            | Sessione estiva                              |
| Rat                 | Nationalrat                                  |
| Conseil             | Conseil national                             |
| Consiglio           | Consiglio nazionale                          |
| Sitzung             | 16   |
| Séance              |  |
| Seduta              |  |
| Geschäftsnummer     | 87.369                                       |
| Numéro d'objet      |  |
| Numero dell'oggetto |  |
| Datum               | 19.06.1987 - 08:00                           |
| Date                |  |
| Data                |  |
| Seite               | 1016-1017                                    |
| Page                |  |
| Pagina              |  |
| Ref. No             | 20 015 539                                   |

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.